



Communiqué de Presse :

Dans les Hautes-Pyrénées comme ailleurs dans le pays : En finir avec les actes « anti-finances publiques » qui se développent de façon alarmante !

Ces derniers jours ont été marqués par des actes violents à l'encontre des centres des Finances Publiques sur le territoire de la part d'exploitants agricoles manifestant contre la politique gouvernementale et Européenne jugée responsables de leurs difficultés et de l'effondrement du revenu agricole.

Cela a notamment été le cas à Tarbes où le centre des finances publiques a subi d'importantes dégradations (palettes et pneus entassés aux entrées du centre des finances, déversement de fumier et de lisier, clôtures arrachées et barrières écrasées).

Du fait de ces dégradations, le centre des finances a dû être fermé au public du mardi 23 février au vendredi 26 février, les agents, pour leur part, ne pouvant réintégrer leur lieu de travail et assumer à nouveau leurs missions qu'à compter du vendredi 26 février en raison des travaux de nettoyage et de remise en état et des prescriptions sanitaires relatives au fonctionnement du restaurant administratif qui occupe également les locaux.

Ces premières explications étaient nécessaires pour répondre aux interrogations légitimes des usagers qui n'ont pu accéder aux services depuis trois jours. A cet égard, les organisations syndicales des finances publiques du département avaient demandé que le directeur local communique publiquement sur le sujet et informe les usagers, mais il s'y est refusé, ce que bien évidemment nous déplorons.

Par ailleurs, nous voulons dire aux agriculteurs qu'ils se trompent en ciblant les agents des finances publiques et les bâtiments des centres des finances dont les coûts de remise en état seront supportés par tous les contribuables.

Nous sommes sans doute parmi les mieux placés pour savoir combien beaucoup parmi eux connaissent des difficultés de trésorerie et de vie car nous traitons leurs dossiers au quotidien.

Nous ne méconnaissons pas leurs difficultés, le désarroi et les difficultés très importantes qu'ils traversent.

Nous savons que 86 000 exploitations ont disparu en France sur les quinze dernières années, que 6000 emplois sont détruits chaque année et que les prix actuels de nombre de productions ne leur permettent plus de vivre alors que les subventions versées sont fortement concentrées.

Nous leur disons que, quelles que soient leurs raisons, ils se trompent en s'attaquant à celles et ceux qui sont au service de toutes les populations reçues au quotidien pour les conseiller et gérer

leurs dossiers, entre autres les dégrèvements d'impôts et autres mesures d'aides à l'agriculture en difficulté que les responsables politiques et le législateur nous demandent de mettre en oeuvre.

Nous nous interrogeons cependant également sur l'attitude des pouvoirs publics et des préfectures en général qui laissent se produire de telles dégradations ainsi que sur le peu de consignes données pour protéger les agents et les bâtiments publics en période d'Etat d'Urgence.

Les Préfets sont manifestement bien plus prompts à empêcher ou encadrer « énergiquement » des rassemblements syndicaux et sociaux de salariés qu'à arrêter des tracteurs remplis de fumier qui circulent librement dans les centres-villes en direction de bâtiments publics qu'ils vont dégrader au vu et au su des forces de l'ordre.

Les organisations syndicales des finances publiques du département :

- apportent leur soutien aux agents victimes de ces agissements,
- rappellent que les fonctionnaires appliquent la loi mais ne la font pas : les critiques des dispositions législatives doivent être adressées au gouvernement et aux parlementaires,
- rappellent que les agents des finances publiques accueillent et conseillent les contribuables, les usagers, les collectivités locales,
- appellent enfin le Gouvernement à prendre les mesures qui s'imposent pour que le service public soit assuré dans de bonnes conditions, comme le travail des agents. Ceci suppose des mesures d'urgence (en matière de moyens budgétaires et humains ou de conditions de travail et de sécurité des agents) et de plus long terme (en changeant de discours et de politique sur la fonction publique et sur les finances publiques en mettant fin aux suppressions d'emplois ininterrompues depuis 14 ans dans les services des finances publiques qui ont perdu 35 000 emplois soit le quart de leurs effectifs).

